Extrait du OIEau - IOWater - OIAgua http://www.oieau.org

La gouvernance des services collectifs d'eau potable et d'assainissement

- Office International de l'Fau -	Coopérer - Les	onérations internationales -	Gouvernance	des services	d'eau et d'assainiss	ement -

Date de mise en ligne : mercredi 28 mai 2008

OIEau - IOWater - OIAgua

La gouvernance des services collectifs d'eau potable et d'assainissement

Dans le cadre de sa Convention Pluriannuelle d'Objectif avec le Ministère français de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables, l'OlEau a développé deux actions nouvelles dans ce secteur :

- * L'Association Africaine de l'Eau (AAE) s'est associée avec l'OlEau pour rédiger une proposition visant l'amélioration de la gestion des services d'eau africains à partir d'indicateurs de performance : Le projet "

 Organisation d'un système durable de mesure de performances dans huit services africains d'eau"

 concernera le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana et le Kenya. Le montage du projet a nécessité une forte collaboration avec l'AAE et une mission préparatoire a été effectuée en mars 2007 au Ghana et en Côte d'Ivoire, siège de l'AAE.

 Le projet devrait débuter en 2008 pour une durée de trois ans, sur des financements en cours d'instruction.
- * L'OlEau assure le secrétariat du groupe de travail "gouvernance" du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) ; la feuille de route du groupe porte sur un programme d'action en six points :

– favoriser les discussions sur les politiques de l'eau potable et de l'assainissement en France et trouver des synergies entre tous les acteurs ;

– informer les membres des textes juridiques et des normes liés à l'eau et à l'assainissement;

– préparer des fiches "gouvernance" et "collectivités locales" pour les manifestations internationales où la France sera présente sous la bannière du PFE;

– assurer la présence française dans les réunions internationales ;

– articuler les réflexions avec la coopération décentralisée ;

– mettre en place des dispositifs de formation en faveur des élus des pays du sud.